

BILAN DE L'ACTIVITÉ JUDICIAIRE EN 2022

Conférence de presse
Mercredi 26 avril 2023

1. Introduction

2. Bilan de l'activité des tribunaux et des justices de paix

Mme Tania DI FERRO DEMIERRE, membre de la Cour administrative du Tribunal cantonal

3. Bilan de l'activité des offices judiciaires

M. Christophe MAILLARD, vice-président du Tribunal cantonal

4. Présentation du projet « Renforcement de la protection de l'enfant »

Mme Marie-Pierre BERNEL, présidente du Tribunal cantonal

Mme Caroline BLANCHARD, première juge de paix du district de Lausanne

5. Point de situation sur quelques autres projets

Mme Marie-Pierre BERNEL, présidente du Tribunal cantonal

Mme Valérie MIDILI, secrétaire générale de l'Ordre judiciaire

6. Conclusion

7. Questions

1

INTRODUCTION

2

BILAN DE L'ACTIVITÉ DES TRIBUNAUX ET DES JUSTICES DE PAIX

Constats généraux

❑ **54'880 nouvelles affaires**

- ✓ -2% par rapport à 2021 (56'011 affaires)
- ✓ 1^{re} instance : stabilité globale (-1%), avec des tendances différentes selon les matières et les autorités
- ✓ 2^e instance : diminution globale (-10%), avec des tendances différentes selon les cours

❑ **53'672 dossiers traités**

❑ **Stock global en augmentation (+5%)**

❑ **Durée de traitement légèrement allongée**

- ✓ 78% des dossiers traités en moins de six mois
- ✓ 92% en moins d'une année
- ✓ En 2021 : 79% et 93%

Droit pénal

❑ 1^{re} instance

- ✓ Augmentation devant le Tribunal des mesures de contrainte (+3%) et le Tribunal des mineurs (+5%)
- ✓ Stabilité devant les tribunaux d'arrondissement (-0.4%)
- ✓ Diminution devant le Juge d'application des peines (-8%)

❑ 2^e instance

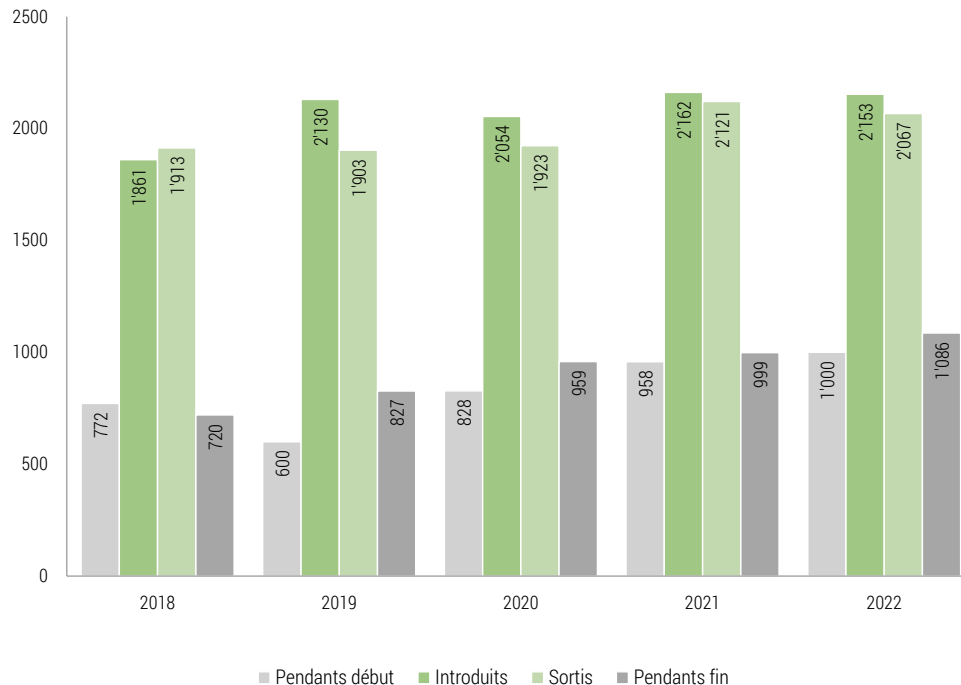
- ✓ Diminution plus ou moins marquée devant les cours pénales du Tribunal cantonal: Cour d'appel pénale (-3%), Chambre des recours pénale (-10%)

3. Statistiques – Autorités judiciaires

Tribunaux d'arrondissement

Chambres pénales

- ✓ Dossiers entrés : -0.4%
- ✓ Dossiers traités : -4% par rapport aux dossiers entrés
- ✓ Stock : +9%



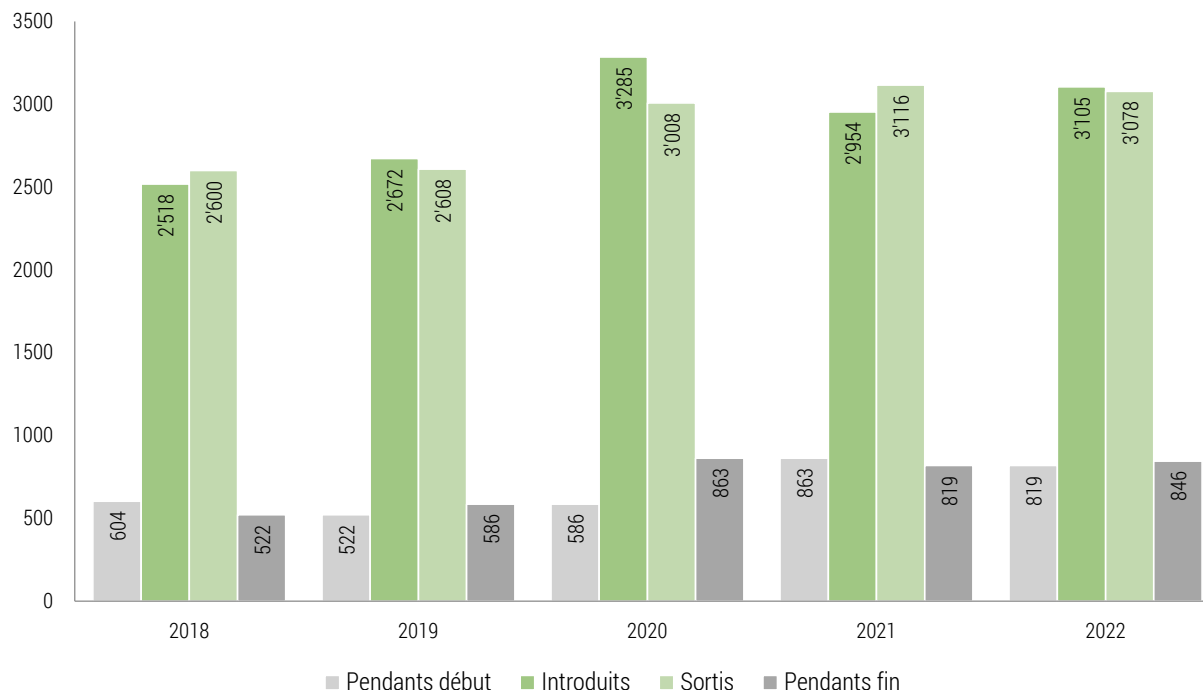
À savoir
Augmentation constatée au niveau des affaires correctionnelles (+10%)

3. Statistiques – Autorités judiciaires

Tribunal des mineurs

Tribunal des mineurs

- ✓ Dossiers entrés : +5%
- ✓ Dossiers traités : -1% par rapport aux dossiers entrés
- ✓ Stock : +3%



3. Statistiques – Autorités judiciaires

Tribunal des mineurs

Activité 2022 et typologie des délits

	Pendants début	Introduits	Sortis	Pendants fin
Affaires ordinaires	709	1'902	1'824	787
Affaires de masse	110	1'203	1'254	59
Total	819	3'105	3'078	846

Typologie des délits	Nombre	Tendance
Infractions contre la vie et l'intégrité corporelle	304	-20%
Infractions contre le patrimoine	854	-6%
Infractions contre l'honneur et contre le domaine secret ou le domaine privé	257	+2%
Crimes ou délits contre la liberté	318	-18%
Infractions contre l'intégrité sexuelle	169	+17%
Crimes ou délits divers (dont faux dans les titres)	90	-15%
Autres infractions au Code pénal	119	-23%
Loi fédérale sur les stupéfiants	242	-31%
Loi sur la circulation routière	874	+22%
Divers	737	-17%

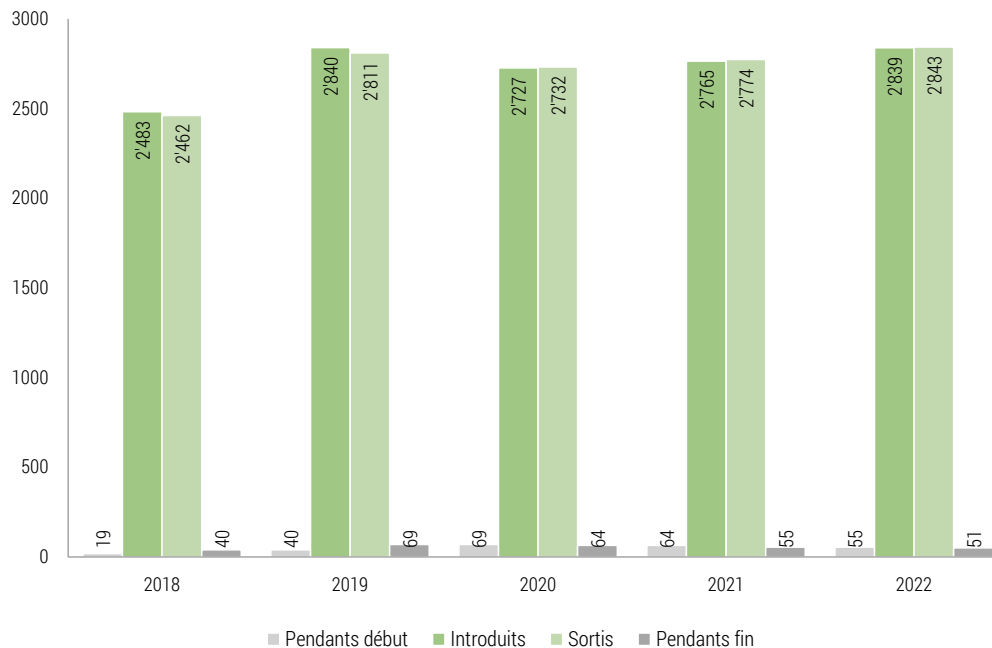
3. Statistiques – Autorités judiciaires

Tribunal des mesures de contrainte

Tribunal des mesures de contrainte

☐ Droit pénal

- ✓ Dossiers entrés : +3%
- ✓ Dossiers traités : +0.1% par rapport aux dossiers entrés
- ✓ Stock : -7%



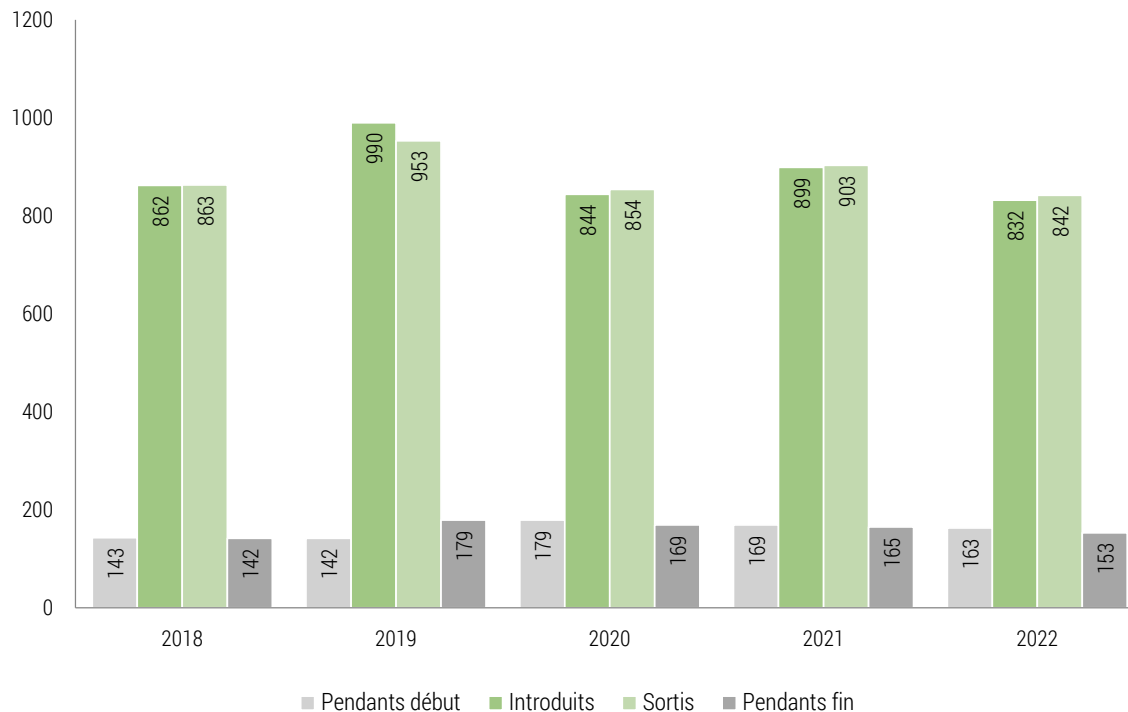
À savoir
Sur le plan du droit administratif,
182 examens fondés sur
le droit des étrangers
(+52%)

3. Statistiques – Autorités judiciaires

Juge d'application des peines

Juge d'application des peines

- ✓ Dossiers entrés : -8%
- ✓ Dossiers traités : +1% par rapport aux dossiers entrés
- ✓ Stock : -6%

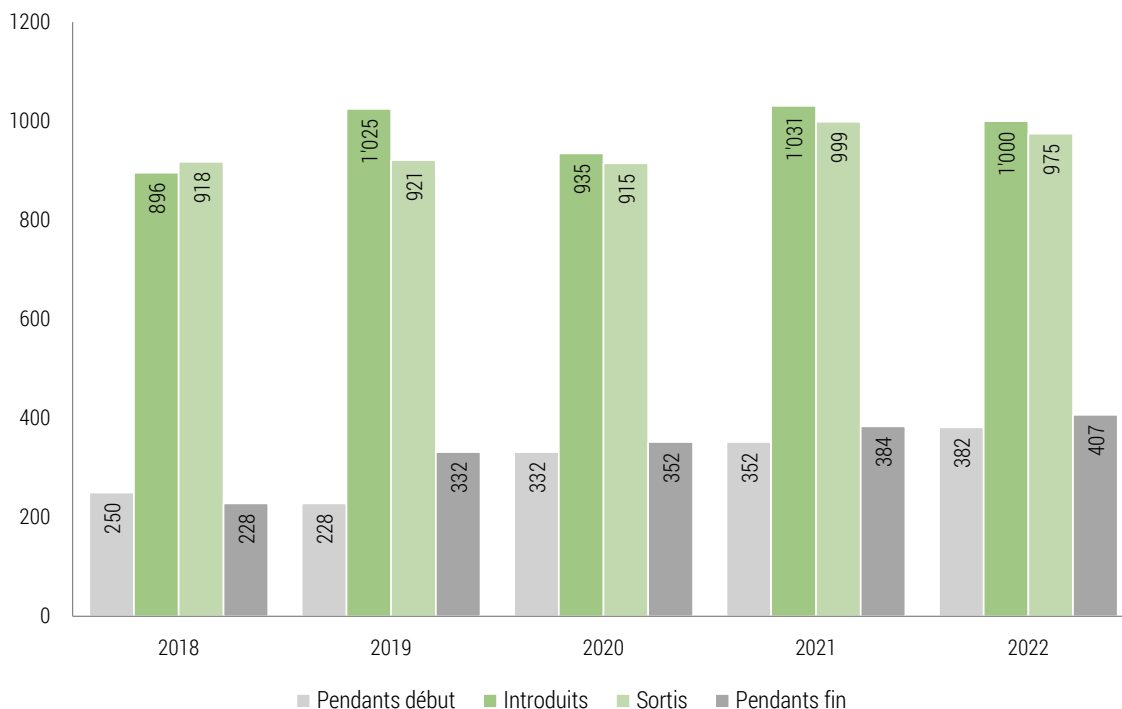


3. Statistiques – Autorités judiciaires

Tribunal cantonal – Cours pénales de 2^e instance

Cour d'appel pénale

- ✓ Dossiers entrés : -3%
- ✓ Dossiers traités : -3% par rapport aux dossier entrés
- ✓ Stock : +7%

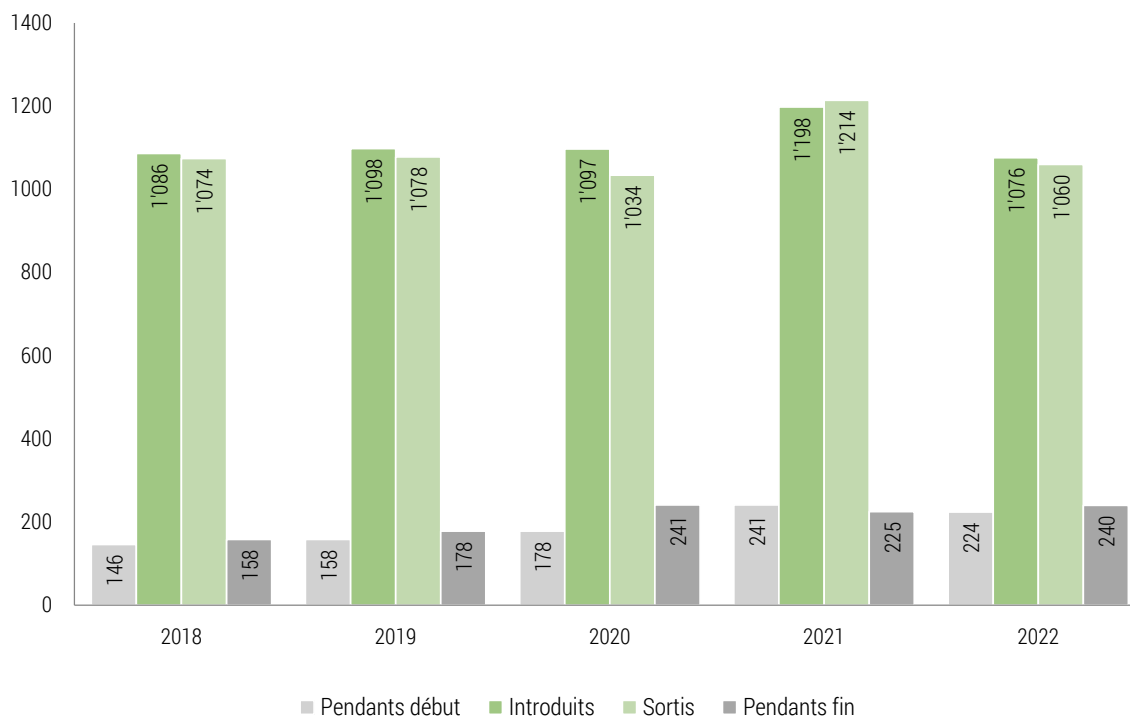


3. Statistiques – Autorités judiciaires

Tribunal cantonal – Cours pénales de 2^e instance

Chambre des recours pénale

- ✓ Dossiers entrés : -10%
- ✓ Dossiers traités : -2% par rapport aux dossier entrés
- ✓ Stock : +7%



Droit civil

❑ 1^{re} instance

- ✓ Augmentation : enquêtes en matière de protection de l'adulte et de l'enfant dans les justices de paix (+5%)
- ✓ Stabilité : chambres pécuniaires (+1%) et du non contentieux (+1%) dans les tribunaux d'arrondissement, chambres successorales des justices de paix (+1%)
- ✓ Diminution : tribunaux de prud'hommes (-2%), chambres des poursuites et faillites (-3%) et familiales (-4%) dans les tribunaux d'arrondissement, chambres du contentieux dans les justices de paix (-4%), Chambre patrimoniale cantonale (-4%), Tribunal de prud'hommes de l'Administration cantonale (-12%), Tribunal des baux (-17%)

❑ 2^e instance

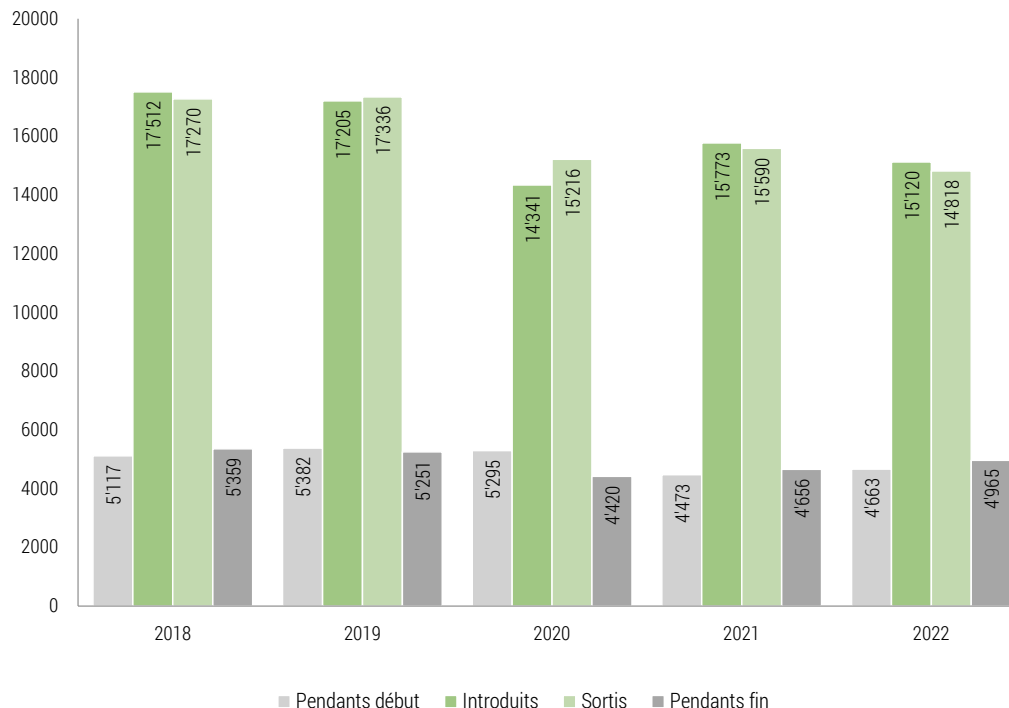
- ✓ Augmentation : Cour civile (+184%, soit 54 dossiers entrés en 2022, contre 19 en 2021)
- ✓ Diminution : Cour des poursuites et faillites (-7%), Chambre des curatelles (-11%), Cour d'appel civile (-19%), Chambre des recours civile (-21%)

3. Statistiques – Autorités judiciaires

Justices de paix

Contentieux

- ✓ Dossiers entrés : -4%
- ✓ Dossiers traités : -2% par rapport aux dossiers entrés
- ✓ Stock : +7%



À savoir

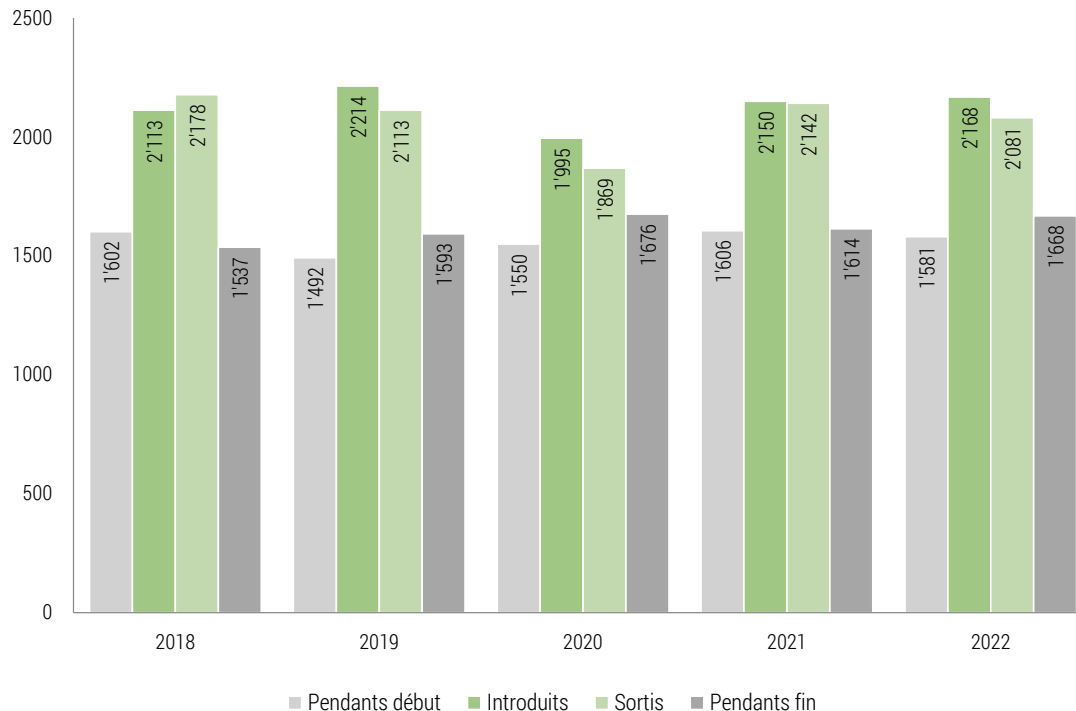
Parmi les nouveaux dossiers au fond: +13% en matière d'expulsions et exécutions forcées

3. Statistiques – Autorités judiciaires

Tribunaux d'arrondissement

Chambres pécuniaires

- ✓ Dossiers entrés : +1%
- ✓ Dossiers traités : -4% par rapport aux dossiers entrés
- ✓ Stock : +6%

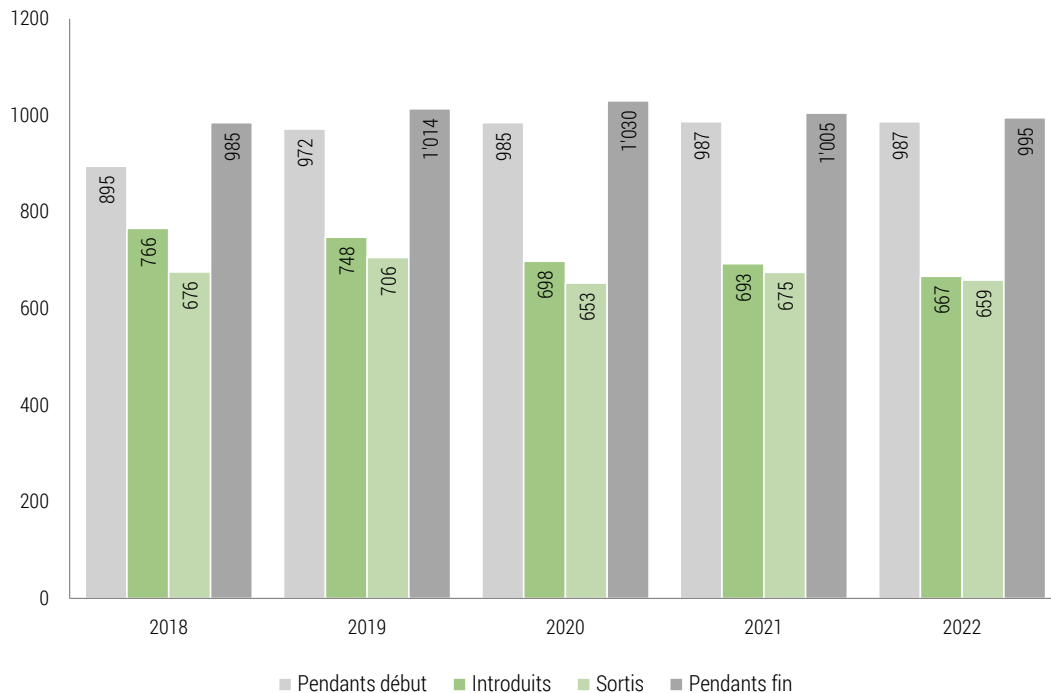


3. Statistiques – Autorités judiciaires

Chambre patrimoniale cantonale

Chambre patrimoniale cantonale

- ✓ Dossiers entrés : -4%
- ✓ Dossiers traités : -1% par rapport aux dossiers entrés
- ✓ Stock : +1%



À savoir

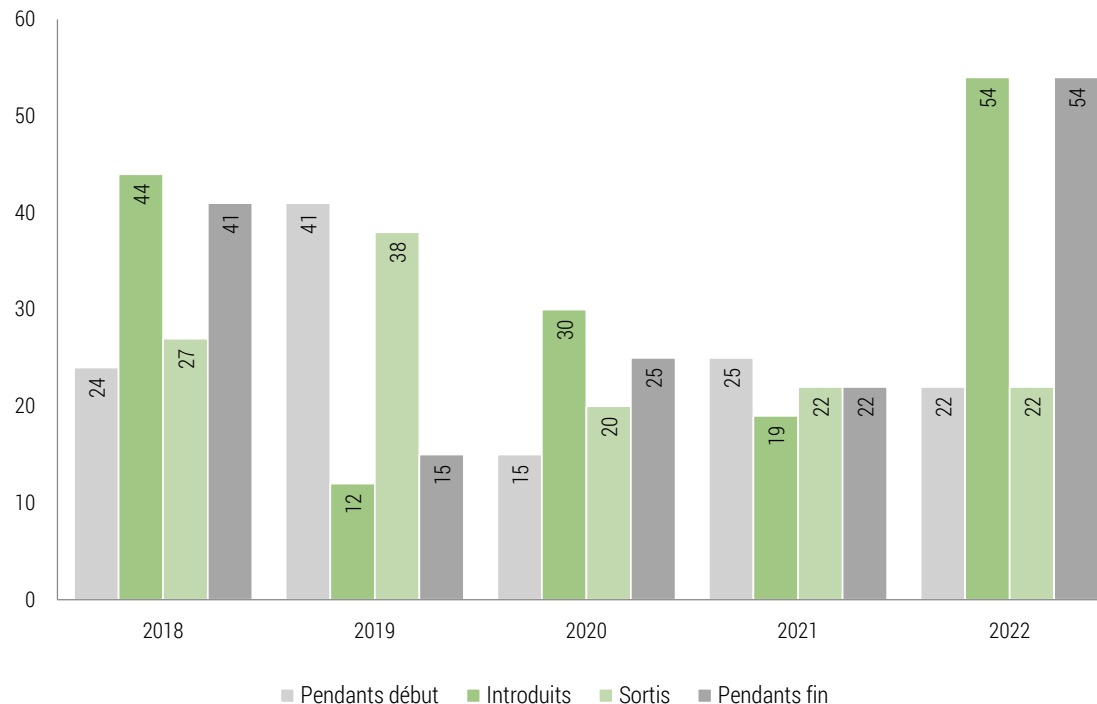
Projet en cours tendant à augmenter la valeur litigieuse à partir de laquelle cette autorité peut être saisie

3. Statistiques – Autorités judiciaires

Tribunal cantonal – Cours civiles de 1^{re} instance

Cour civile (CPC-CH)

- ✓ Dossiers entrés : 54 (19 en 2021)
- ✓ Dossiers traités : 22
- ✓ Stock : 54

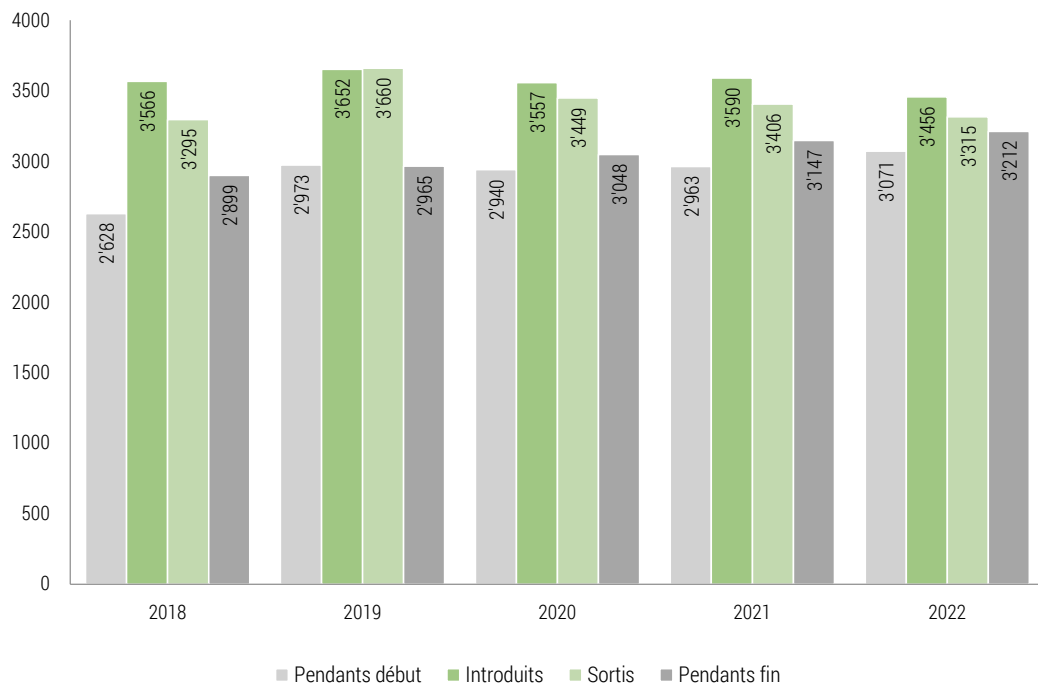


3. Statistiques – Autorités judiciaires

Tribunaux d'arrondissement

Chambres familiales

- ✓ Dossiers entrés : -4%
- ✓ Dossiers traités : -4% par rapport aux dossiers entrés
- ✓ Stock : +5%



À savoir

Charge de travail toujours plus considérable : extension progressive des compétences, complexité des questions juridiques (jurisprudence du TF), complexification des dossiers et des procédures, etc.

3. Statistiques – Autorités judiciaires

Justices de paix

Protection de l'adulte et de l'enfant

❑ Enquêtes

- ✓ Enquêtes ouvertes : +5%
- ✓ Enquêtes closes : -3% par rapport aux enquêtes ouvertes
- ✓ Enquêtes en cours : +6%

❑ Mesures

- ✓ Mesures en cours : 16'298 (+6%)
 - Mesures en faveur de mineur·e·s : 3'528 (+10%)
 - Mesures en faveur de majeur·e·s : 12'770 (+5%)

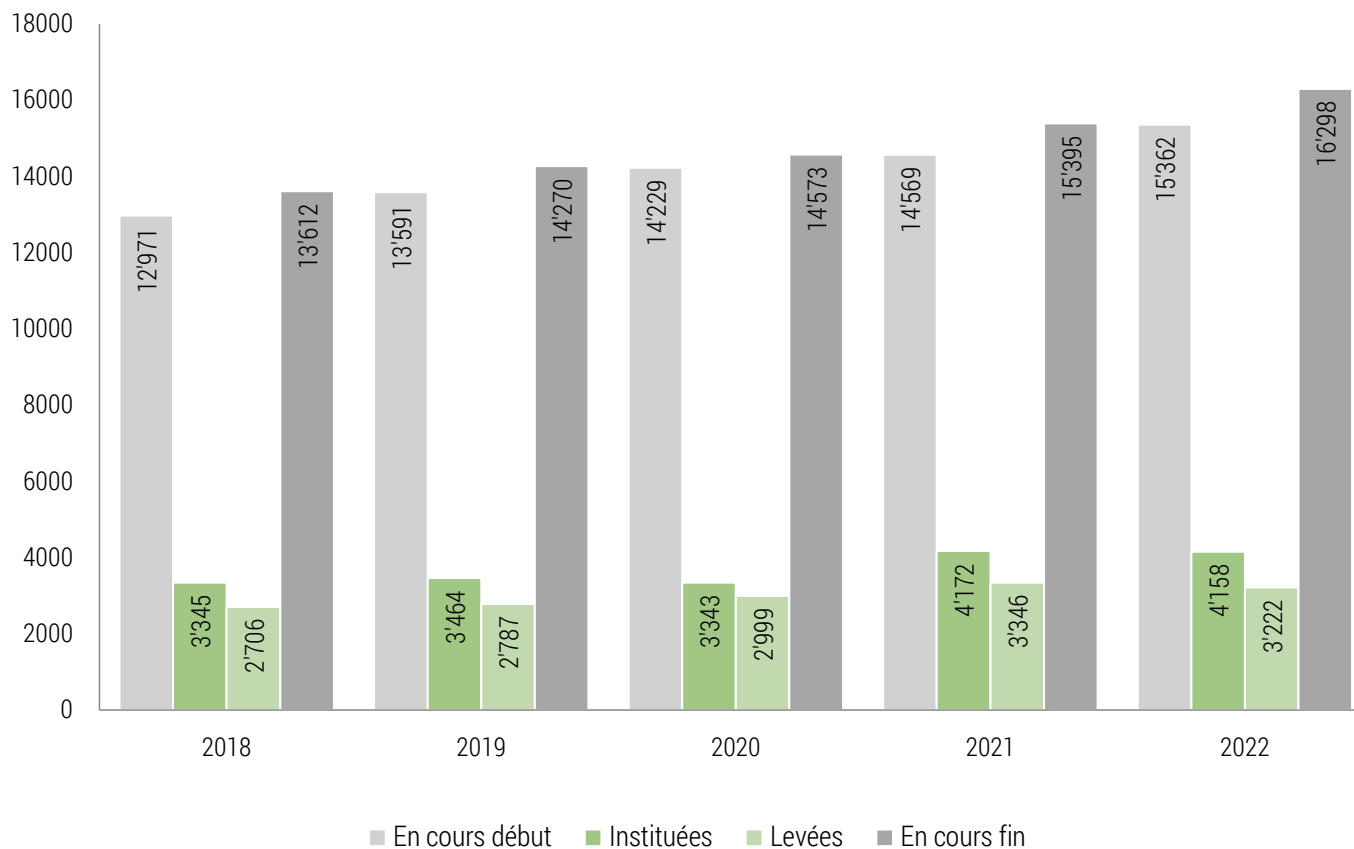
À savoir

La crise sanitaire a touché et péjoré plus fortement encore les situations personnelles, familiales et financières, dont certaines étaient déjà précaires auparavant.

3. Statistiques – Autorités judiciaires

Justices de paix

☐ Mesures (1/2)



3. Statistiques – Autorités judiciaires

Justices de paix

□ Mesures (2/2)

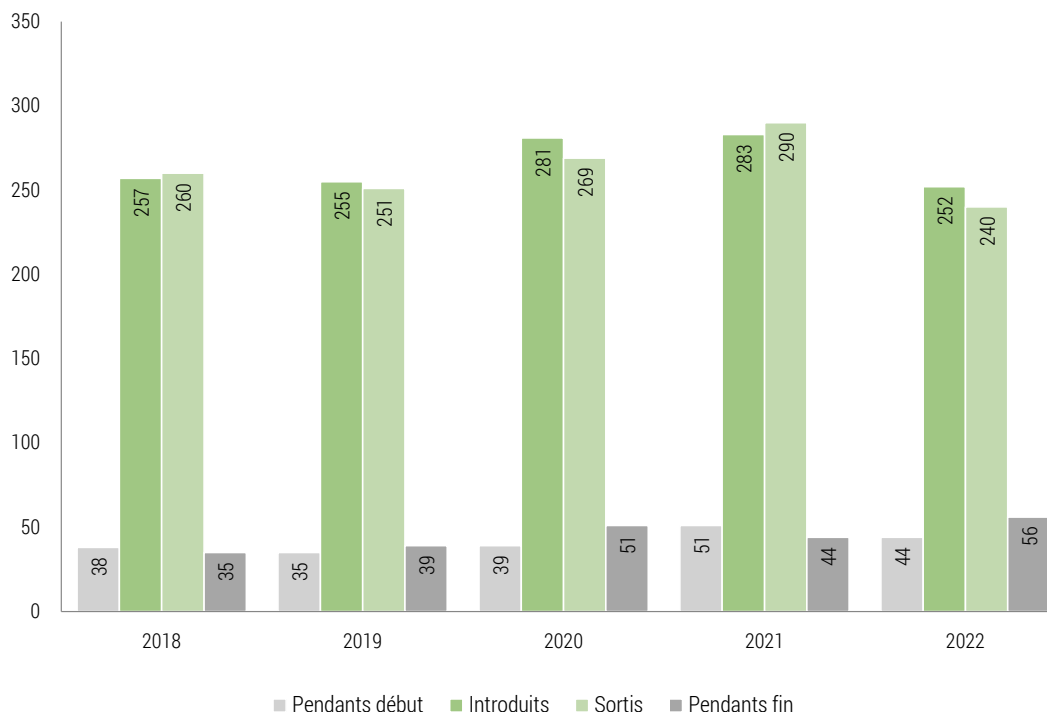
Types de mesures	En cours début	Instituées	Levées	Transférées	En cours fin
Curatelles - majeur·e·s	11'584	2'307	1'726	0	12'165
Tutelles et curatelles - mineur·e·s	2'224	1'125	871	0	2'478
Retraits de l'autorité parentale ou du droit de déterminer le lieu de résidence	395	115	97	0	413
Mesures protectrices - mineur·e·s	588	242	203	0	627
Placements à des fins d'assistance (PLAFA)	571	369	325	0	615
Total	15'362	4'158	3'222	0	16'298

3. Statistiques – Autorités judiciaires

Tribunal cantonal – Cours civiles de 2^e instance

Chambre des curatelles

- ✓ Dossiers entrés : -11%
- ✓ Dossiers traités : -5% par rapport aux dossier entrés
- ✓ Stock : +27%

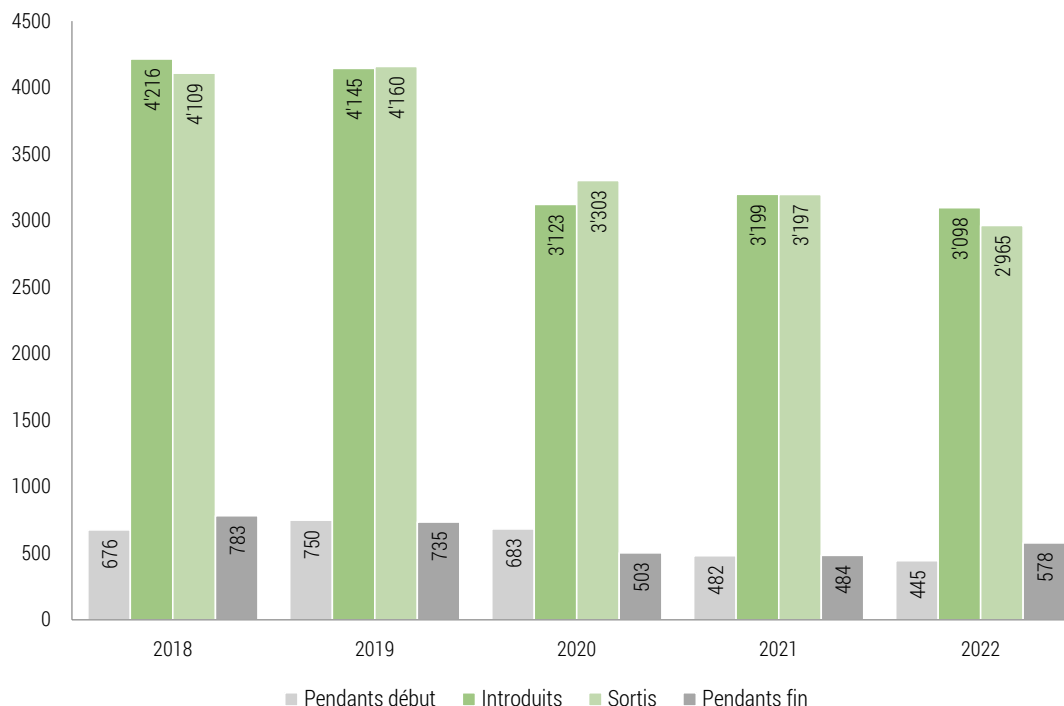


3. Statistiques – Autorités judiciaires

Tribunaux d'arrondissement

Chambres des poursuites et faillites

- ✓ Dossiers entrés : -3%
- ✓ Dossiers traités : -4% par rapport aux dossiers entrés
- ✓ Stock : +30%

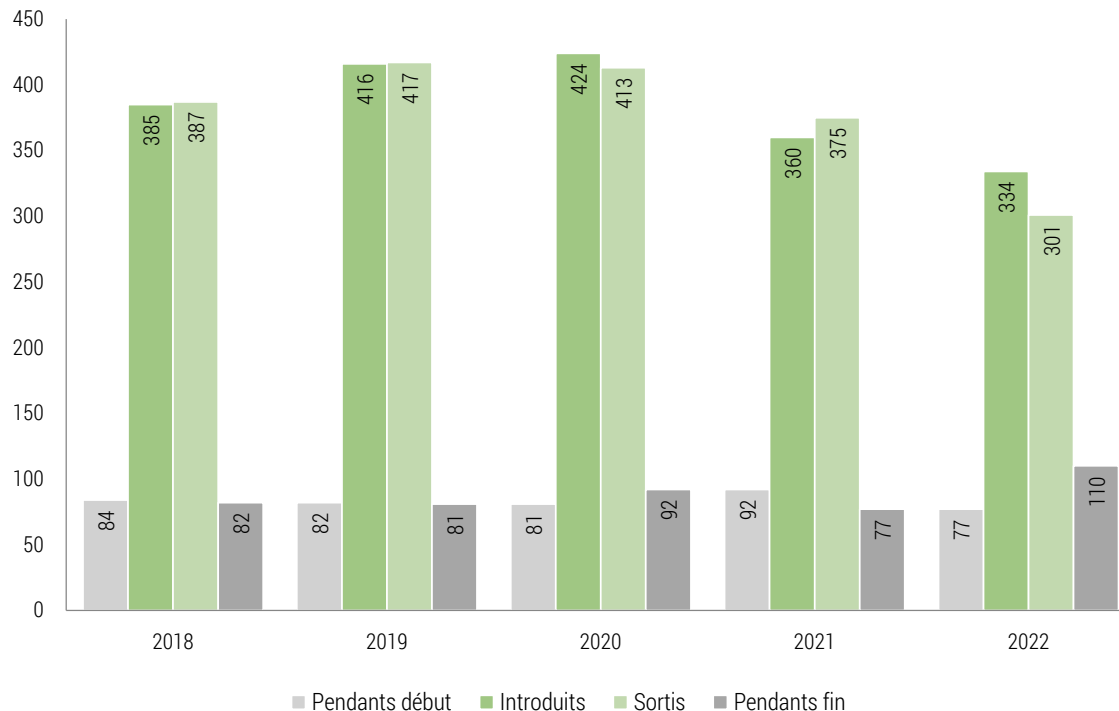


3. Statistiques – Autorités judiciaires

Tribunal cantonal – Cours civiles de 2^e instance

Cour des poursuites et faillites

- ✓ Dossiers entrés : -7%
- ✓ Dossiers traités : -10% par rapport aux dossier entrés
- ✓ Stock : +43%

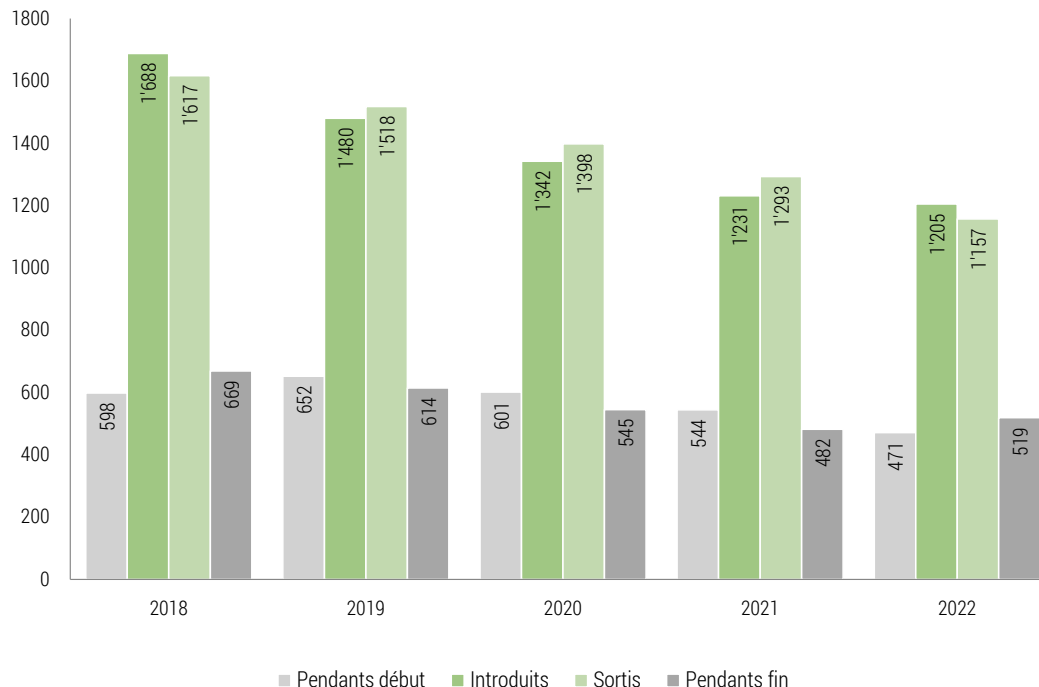


3. Statistiques – Autorités judiciaires

Tribunaux de prud'hommes

Tribunaux de prud'hommes

- ✓ Dossiers entrés : -2%
- ✓ Dossiers traités : -4% par rapport aux dossiers entrés
- ✓ Stock : +10%



À savoir

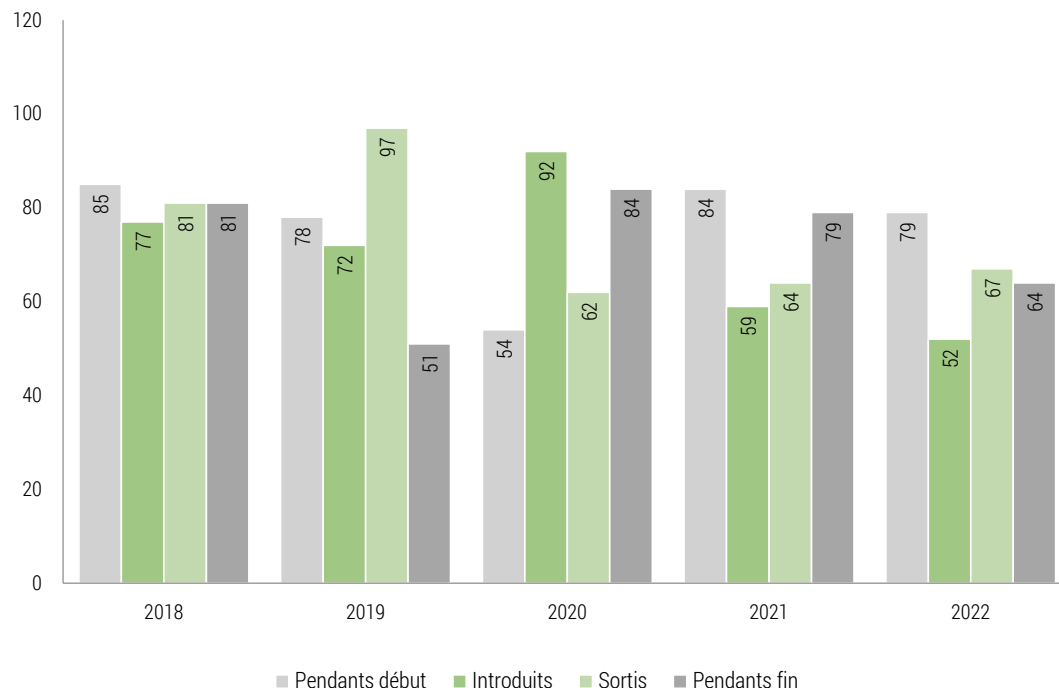
Réflexion menée quant aux pistes susceptibles d'accélérer le traitement des dossiers, aboutissant à plusieurs nouveautés dans les processus de travail.

3. Statistiques – Autorités judiciaires

Tribunaux de prud'hommes

Tribunal de prud'hommes de l'Administration cantonale

- ✓ Dossiers entrés : -12%
- ✓ Dossiers traités : +30% par rapport aux dossiers entrés
- ✓ Stock : -19%

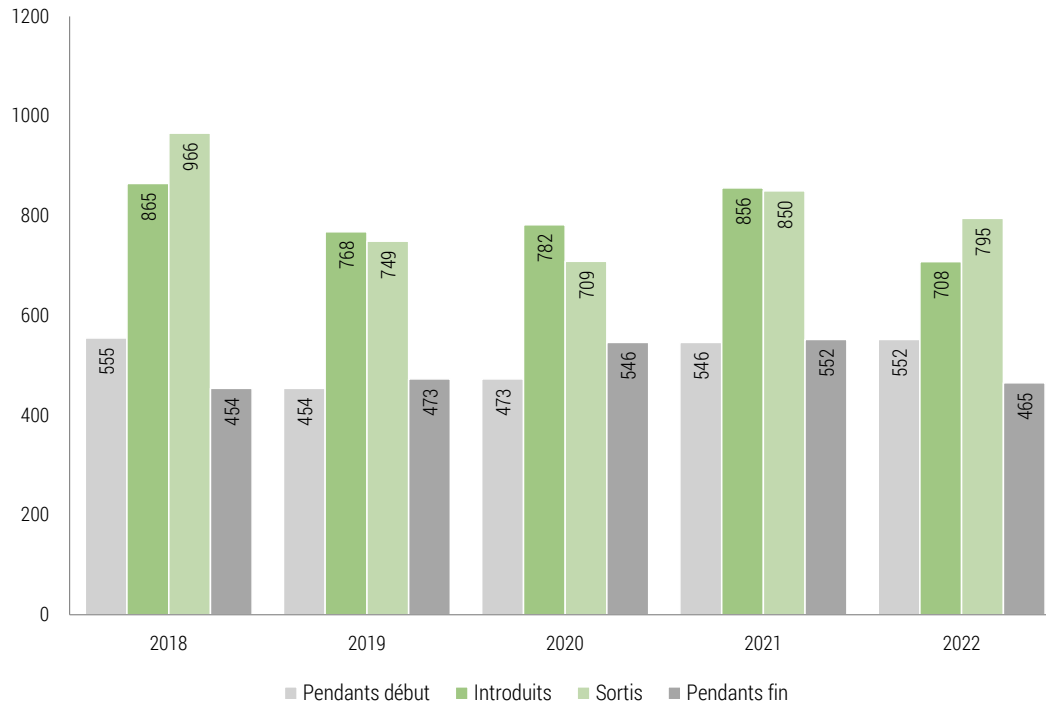


3. Statistiques – Autorités judiciaires

Tribunal des baux

Tribunal des baux

- ✓ Dossiers entrés : -17%
- ✓ Dossiers traités : +12% par rapport aux dossiers entrés
- ✓ Stock : -16%



À savoir

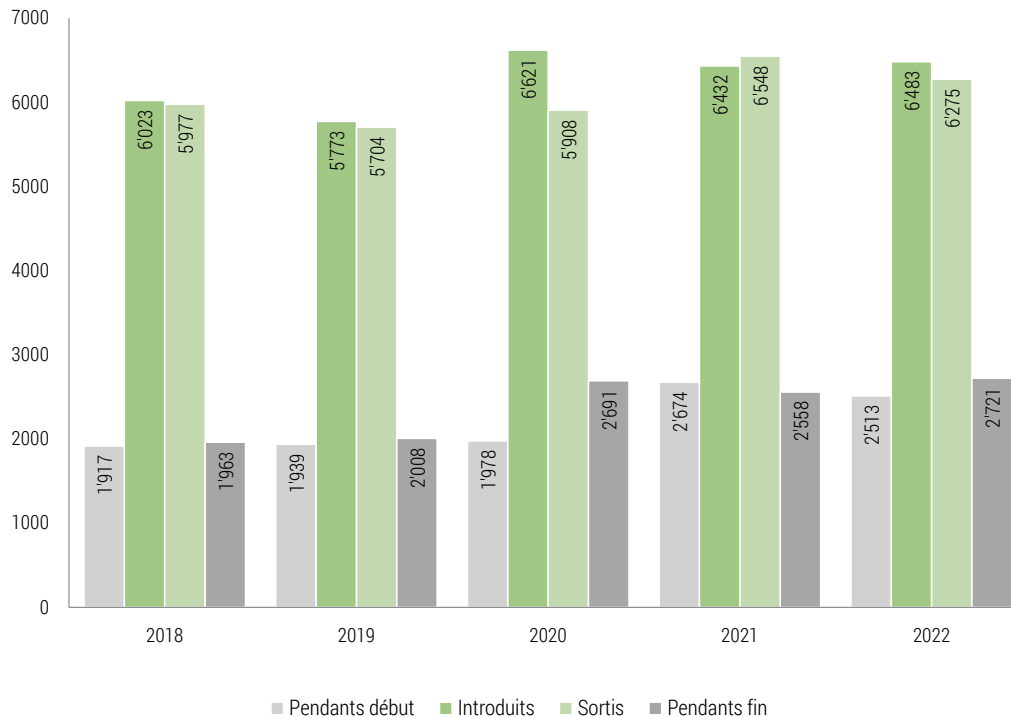
Augmentation des procédures en matière de congés (+12%).

3. Statistiques – Autorités judiciaires

Justices de paix

Successions

- ✓ Dossiers entrés : +1%
- ✓ Dossiers traités : -3% par rapport aux dossiers entrés
- ✓ Stock : +8%



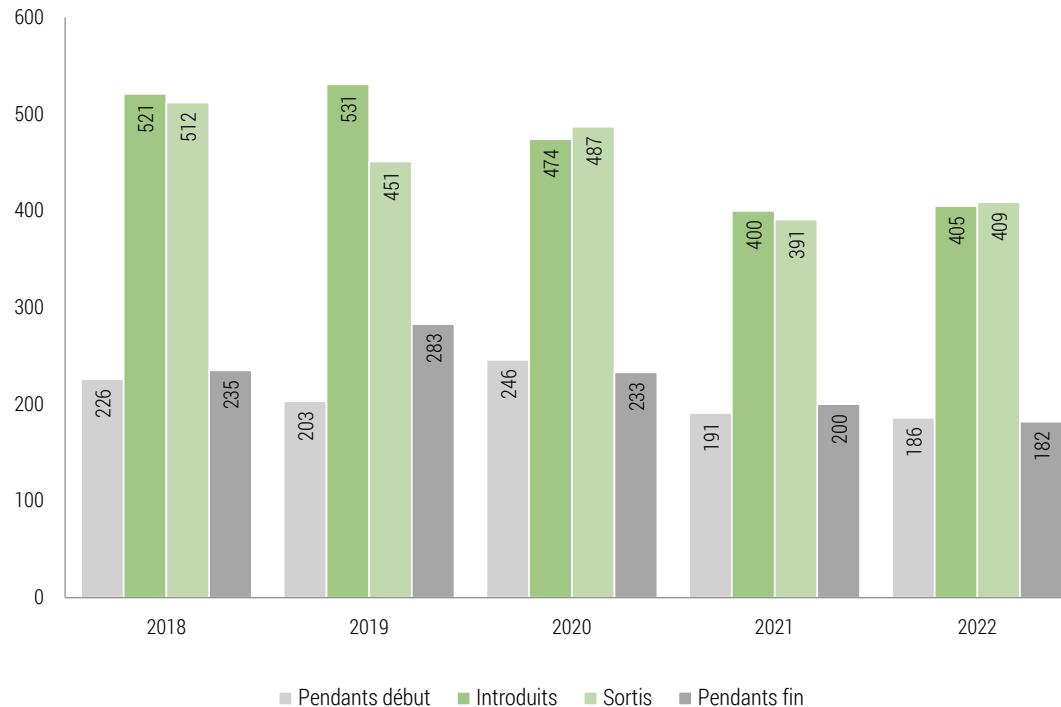
À savoir
Par rapport à 2019, le nombre de dossiers reste élevé (+12%).

3. Statistiques – Autorités judiciaires

Tribunaux d'arrondissement

Chambres du non contentieux

- ✓ Dossiers entrés : +1%
- ✓ Dossiers traités : +1% par rapport aux dossiers entrés
- ✓ Stock : -2%

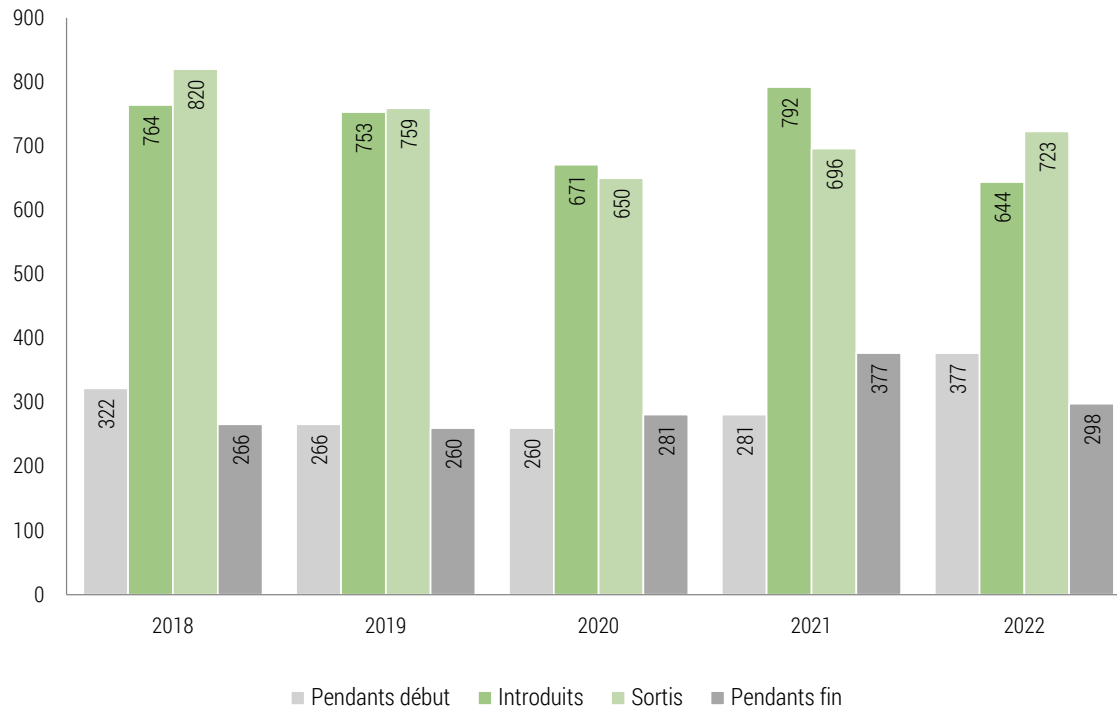


3. Statistiques – Autorités judiciaires

Tribunal cantonal – Cours civiles de 2^e instance

Cour d'appel civile

- ✓ Dossiers entrés : -19%
- ✓ Dossiers traités : +12% par rapport aux dossier entrés
- ✓ Stock : -21%

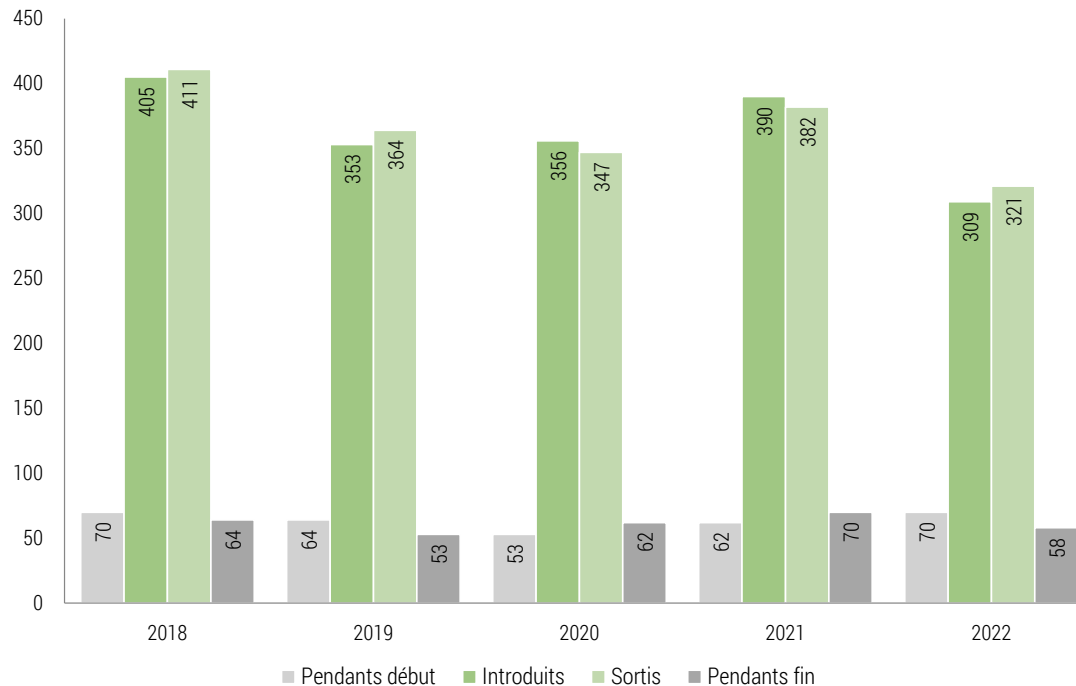


3. Statistiques – Autorités judiciaires

Tribunal cantonal – Cours civiles de 2^e instance

Chambre des recours civile

- ✓ Dossiers entrés : -21%
- ✓ Dossiers traités : +4% par rapport aux dossier entrés
- ✓ Stock : -17%



Droit administratif

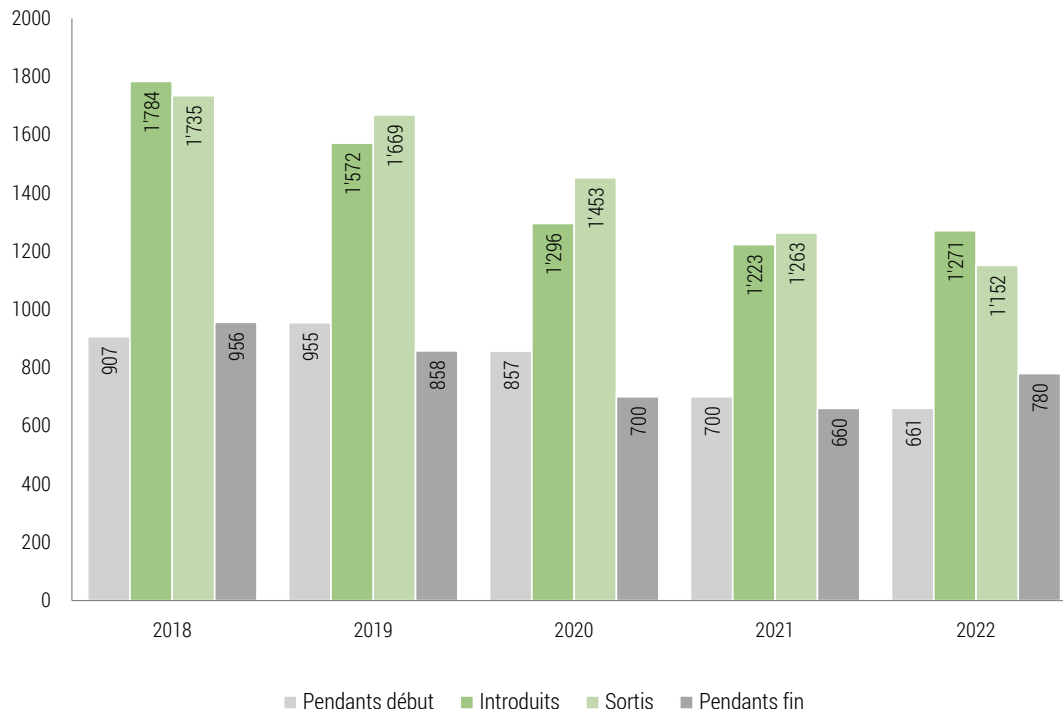
- ❑ Diminution devant la Cour des assurances sociales (-25%) et la Cour constitutionnelle (-33%)
- ❑ Augmentation devant la Cour de droit administratif et public (+4%)

3. Statistiques – Autorités judiciaires

Tribunal cantonal – Cours de droit public

Cour de droit administratif et public

- ✓ Dossiers entrés : +4%
- ✓ Dossiers traités : -9% par rapport aux dossier entrés
- ✓ Stock : +18%



À savoir

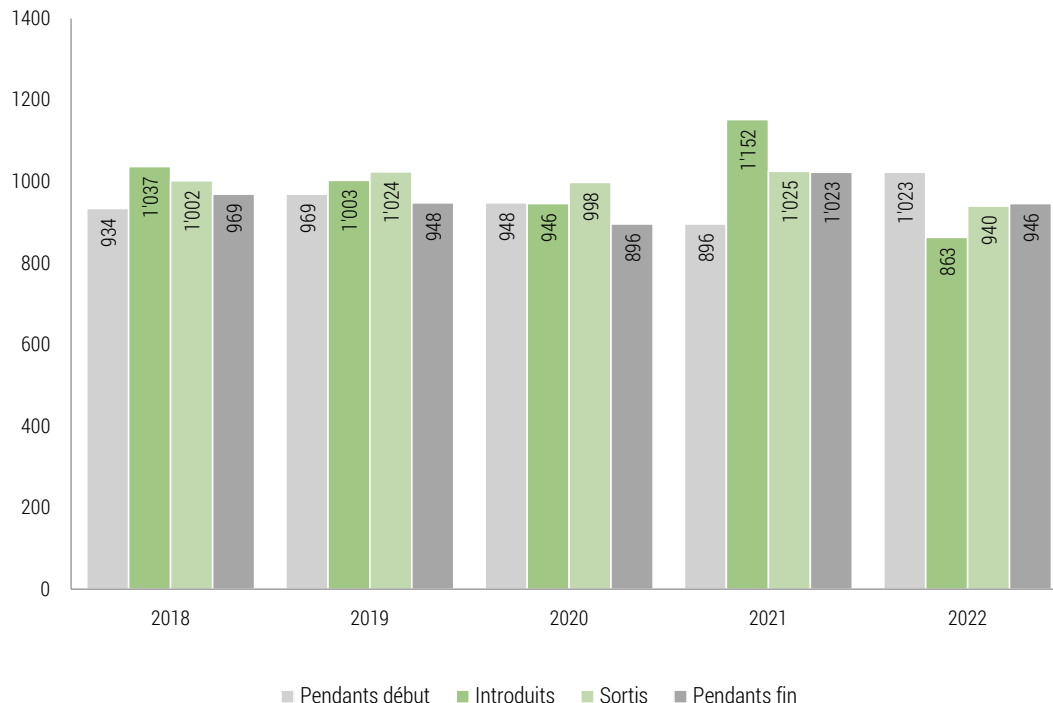
L'augmentation des dossiers entrés varie selon les cours:
 CDAP I (+8%)
 CDAP II (+4%)
 CDAP III (+1%)

3. Statistiques – Autorités judiciaires

Tribunal cantonal – Cours de droit public

Cour des assurances sociales

- ✓ Dossiers entrés : -25%
- ✓ Dossiers traités : +9% par rapport aux dossier entrés
- ✓ Stock : -8%



À savoir

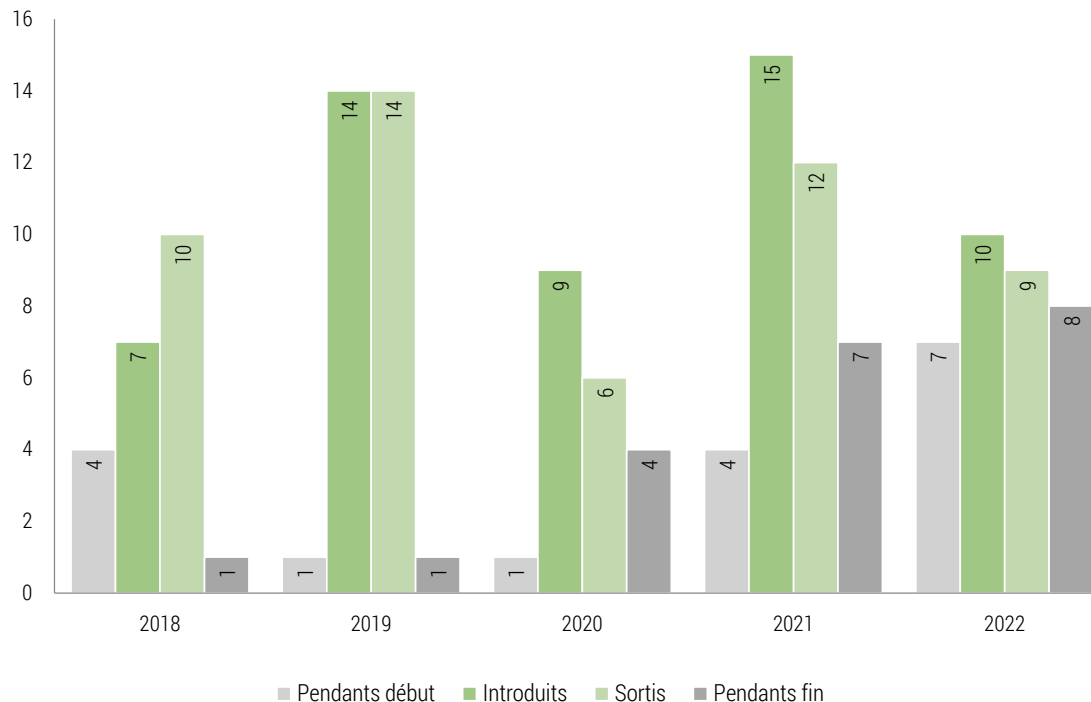
Forte diminution, 2021 ayant été marquée par les conséquences de la crise sanitaire: litiges en matière de RHT (réduction de l'horaire de travail), APG (allocation perte de gain), etc.

3. Statistiques – Autorités judiciaires

Tribunal cantonal – Cours de droit public

Cour constitutionnelle

- ✓ Dossiers entrés : 10 (15 en 2021)
- ✓ Dossiers traités : 9
- ✓ Stock : 8



3

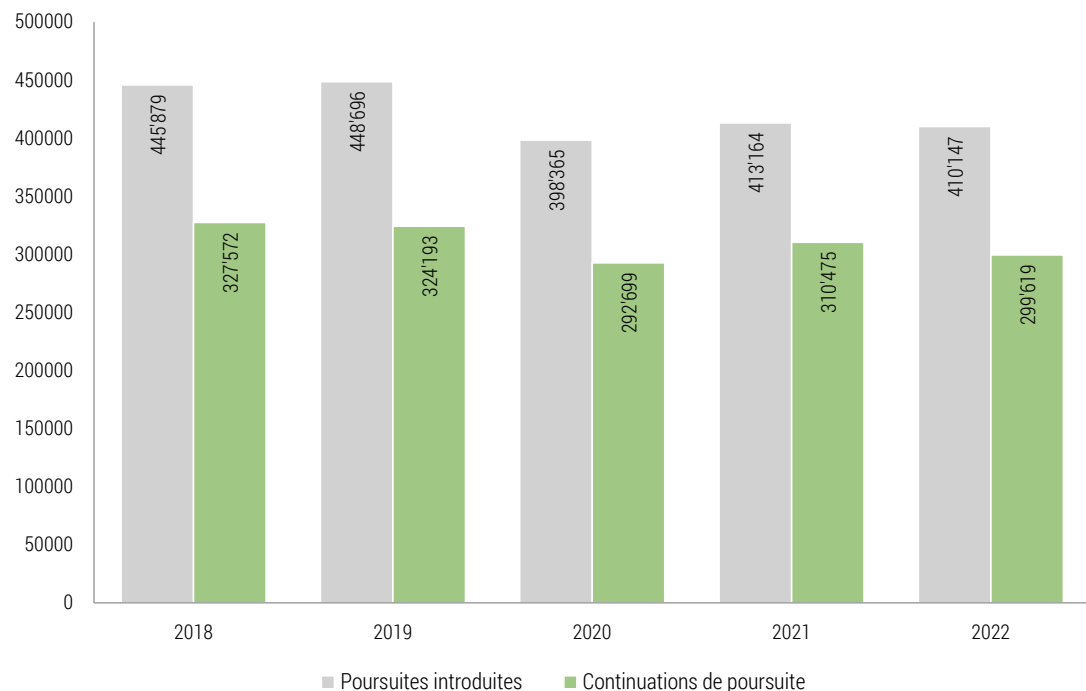
BILAN DE L'ACTIVITÉ DES OFFICES JUDICIAIRES

4. Statistiques – Offices judiciaires

Offices des poursuites

Statistiques

- ✓ Poursuites introduites : -1%
- ✓ Continuations de poursuite : -4%



À savoir

En 2022, 73% des poursuites introduites ont donné lieu à une requête de continuation

4. Statistiques – Offices judiciaires

Offices des poursuites

Résultat des réquisitions de continuer la poursuite traitées en 2022
(hors affaires rejetées et en cours de traitement)

Comminations de faillite	7'221
Saisies de biens et d'immeubles	10'520
Saisies de salaire	110'366
Actes de défaut de biens	107'074
Non-lieu (inexécution)	6'861
Paiements et annulations	50'318
Total	292'360

4. Statistiques – Offices judiciaires

Offices des poursuites

Durée de traitement des dossiers en 2022 (en nombre de dossiers et en pourcentages)

	Jour même	1 jour	3 jours	1 semaine	> 1 semaine
Réquisitions de poursuite	338'922	11'789	24'737	2'195	2'304
	89.2%	3.1%	6.5%	0.6%	0.6%
Réquisitions de continuer	252'442	9'266	31'016	2'938	3'814
	84.3%	3.1%	10.4%	1.0%	1.3%
Réquisitions de vente	3'757	382	648	154	112
	74.4%	7.6%	12.8%	3.0%	2.2%

4. Statistiques – Offices judiciaires

Offices des poursuites

Et aussi...

Créances

- ✓ Plus de 316 millions de francs reversés aux créanciers

Demandes d'extraits du registre des poursuites

- ✓ 231'100 demandes pour soi-même (-1%), dont plus de 106'700 transmises en ligne (-4%)

Cyberadministration

- ✓ 268'000 réquisitions de poursuite (70%) transmises aux offices par le réseau e-LP (système d'échange électronique des données)

Projet en cours

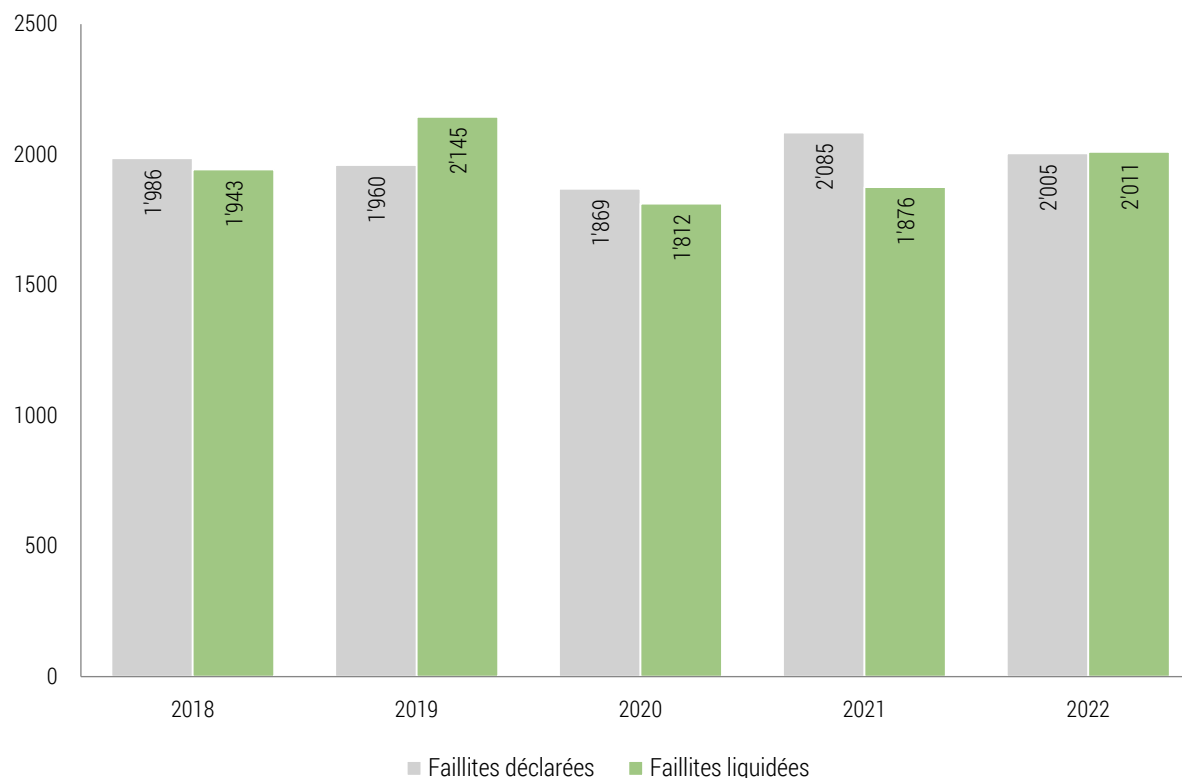
- ✓ Dématérialisation des documents de poursuites
- ✓ Authentification des extraits de registres

4. Statistiques – Offices judiciaires

Offices des faillites

Statistiques

- ✓ Faillites déclarées : -4%
- ✓ Faillites liquidées : +7%



4. Statistiques – Offices judiciaires

Offices des faillites

Faillites déclarées en 2022

	Sociétés et personnes physiques inscrites au RC			Personnes physiques non inscrites au RC			Total		
	2020	2021	2022	2020	2021	2022	2020	2021	2022
Est vaudois	171	214	212	269	309	243	440	523	455
Lausanne	279	277	330	436	499	454	715	776	784
La Côte	174	175	207	169	167	133	343	342	340
Broye et Nord vaudois	176	190	156	195	254	270	371	444	426
Total	800	856	905	1'069	1'229	1'100	1'869	2'085	2'005

Et aussi...

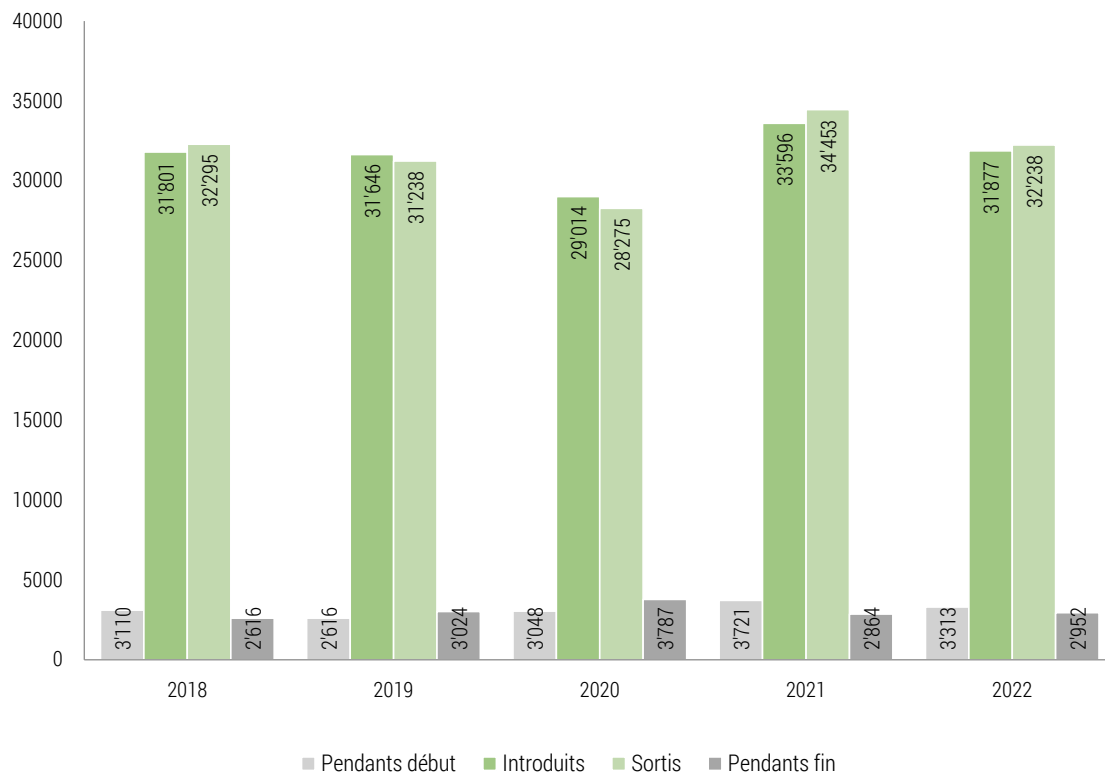
- Demandes d'extrait du registre des faillites pour soi-même**
- ✓ Diminution des demandes en ligne, probablement en raison de la fin de la pandémie (2'100 demandes, contre 4'700 en 2021)

4. Statistiques – Offices judiciaires

Office cantonal du registre du commerce

Statistiques

- ✓ Affaires introduites : -5%
- ✓ Inscriptions : -8%



Pendants début	Introduits	Sortis		Pendants fin
		Total	Inscriptions	Autres fins de dossiers
3'313	31'877	32'238	23'933	8'305
				2'952

4. Statistiques – Offices judiciaires

Office cantonal du registre du commerce

Et aussi...

❑ **ISO 9001:2015**

- ✓ Maintien de la certification, obtenue le 11 octobre 2020
- ✓ Certification internationale récompensant la mise en œuvre d'un système de management de la qualité pour l'ensemble des activités de l'Office

❑ **Évolution des systèmes d'information en cours**

- ✓ Développement et mise en production de nouveaux formulaires en ligne
- ✓ Adaptations de l'application métier aux évolutions en cours et à venir
- ✓ Étude sur la dématérialisation des dossiers

4

PRÉSENTATION DU PROJET « RENFORCEMENT DE LA PROTECTION DE L'ENFANT »

4. Renforcement de la protection de l'enfant

Objectifs

Renforcement de la protection de l'enfant (RPE)

Important projet de l'Ordre judiciaire, ayant pour but de renforcer la protection de l'enfant dans le cadre des procédures menées par les autorités judiciaires, en particulier les justices de paix

❑ Objectifs principaux

- ✓ Répondre aux exigences posées par le droit fédéral dans le domaine du droit de l'enfant
- ✓ Rendre plus performante l'ensemble de la chaîne appelée à traiter de situations d'enfants dont le développement nécessite une protection particulière
- ✓ Limiter au maximum le risque que des situations problématiques ne passent à travers les mailles du filet

4. Renforcement de la protection de l'enfant

Chronologie

❑ Principales étapes du projet

- ✓ 2019: lancement du projet par l'Ordre judiciaire et mise sur pied de groupes de travail composés de magistrats et de collaborateurs, ayant pour missions d'établir un état des lieux et de formuler des propositions en vue de renforcer la protection des enfants
- ✓ 2019: définition des orientations stratégiques par le Tribunal cantonal, sur la base des rapports rendus par les groupes de travail
- ✓ 2020: présentation du projet au Conseil d'État et début des démarches utiles pour obtenir les moyens nécessaires à sa mise en œuvre. Mise en œuvre des mesures immédiatement applicables
- ✓ 2021: premières ressources nécessaires à la mise en œuvre du projet accordées par le Grand Conseil, dans le cadre du budget 2022
- ✓ 2022: suite des ressources indispensables pour mener à terme ce projet accordées par le Grand Conseil, dans le cadre du budget 2023. La dernière partie des ressources devrait, en principe, être accordée dans le cadre du budget 2024.
- ✓ 01.01.2023: début de la mise en œuvre du projet

4. Renforcement de la protection de l'enfant

Contexte

❑ **Autorités concernées**

- ✓ Justices de paix > autorités de protection de l'enfant dans le canton de Vaud
- ✓ Tribunaux d'arrondissement > ordonnent également des mesures de protection de mineurs dans le cadre de causes relevant du droit de la famille (mesures protectrices de l'union conjugale, divorce, modification de jugement de divorce)

❑ **Quelques indications chiffrées**

- ✓ En 2022, les justices de paix ont ouvert 3'508 enquêtes concernant des mineurs. À fin 2022, 3'528 mesures de protection concernant des mineurs étaient en cours devant ces autorités.
- ✓ En 2022, les tribunaux d'arrondissement ont aussi pris certaines mesures concernant des enfants, parmi les 3'590 dossiers en matière du droit de la famille.

4. Renforcement de la protection de l'enfant

Orientations stratégiques

❑ Axes principaux

1. Organisation et interdisciplinarité des autorités de protection

- ✓ Dans chaque justice de paix, déploiement d'une chambre spécialisée en protection de l'enfant et désignation d'une ou un juge responsable de chambre.
- ✓ Recrutement d'assesseurs spécialisés en protection de l'enfant (social, santé, éducation) et évolution de leur rôle (intervention non seulement lors de la prise de décision, mais également au moment de la phase d'enquête et dans le cadre du suivi des mesures)

2. Renforcement de la participation de l'enfant à la procédure

- ✓ Audition systématique de l'enfant en mesure de l'être par la ou le juge
- ✓ Communication des décisions à l'enfant

4. Renforcement de la protection de l'enfant

Orientations stratégiques

3. Formation continue des magistrat-e-s dans le domaine de la protection de l'enfant et des situations complexes de maltraitance

- ✓ Journée de formation annuelle en matière de protection de l'enfant (dès 2020)
- ✓ Modules de formation « sur mesure » (dès 2022)
- ✓ Formation de base, en collaboration avec la HETSL (à venir dès 2023)

Autres mesures

- ✓ Mise à jour des processus métier
- ✓ Renforcement de la collaboration avec les partenaires du réseau

4. Renforcement de la protection de l'enfant

Moyens

☐ Moyens

- ✓ Engagement de ressources supplémentaires, en vue de faire face à l'augmentation importante de la charge de travail au sein des autorités concernées
 - Dès le 01.01.22: 6.1 ETP de magistrats et 14.1 ETP administratifs (greffiers, gestionnaires de dossiers)
 - > *En 2022, ces ressources, budgétées sur sept mois, ont été utilisées à titre de renfort dans le cadre de l'activité ordinaire, afin de préparer les différents offices au déploiement du projet à compter du 01.01.23.*
 - Dès le 01.01.23: 3.1 ETP de magistrats et 7.05 ETP administratifs
 - Dès le 01.01.24 (à confirmer): 3.1 ETP de magistrats et 7.05 ETP administratifs
- ✓ Engagement d'assesseurs supplémentaires (assesseurs spécialisés)
- ✓ Réaménagement des locaux existants, y compris achat de mobilier, pour accueillir les nouveaux effectifs
- ✓ Mise en œuvre de diverses mesures de formation continue

4. Renforcement de la protection de l'enfant

Conclusion

□ En guise de conclusion

- ✓ Le projet de « Renforcement de la protection de l'enfant » modifie l'organisation des autorités de protection de l'enfant, mais pas leur compétence en la matière.
- ✓ Le projet apporte de nouvelles visions dans la prise en charge de ces dossiers délicats, afin de répondre au mieux aux besoins des enfants. Il n'a en revanche aucune influence sur le nombre de dossiers.
- ✓ Même s'il s'agit d'un projet de l'Ordre judiciaire, l'ensemble des services de l'État impliqués dans la protection de l'enfant ont été associés aux démarches.
 - > *Importance de renforcer, dans le futur, l'ensemble de la chaîne.*
- ✓ Remerciements au Conseil d'État et au Grand Conseil d'avoir alloué à l'Ordre judiciaire les moyens nécessaires au déploiement de ce projet d'envergure.
- ✓ Remerciements aux nombreux·ses magistrat·e·s et collaborateur·trice·s de l'Ordre judiciaire, impliqués dans l'élaboration et la mise en œuvre de ce projet.

5

POINT DE SITUATION SUR QUELQUES AUTRES PROJETS

Consensus parental

Projet pilote dans l'Est vaudois

- ✓ Tribunal d'arrondissement de l'Est vaudois
- ✓ Justices de paix des districts d'Aigle, de Lavaux-Oron et de la Riviera-Pays-d'Enhaut
- ✓ Direction générale de l'enfance et de la jeunesse (DGEJ),
Unité évaluation et missions spécifiques

Mise en œuvre au 1^{er} janvier 2023

Objectif

- ✓ Amener les parents qui se séparent ou divorcent à trouver des solutions à l'amiable, répondant aux besoins des enfants

Partenariats

- ✓ Avocats, médiateurs, psychiatres, psychologues et psychothérapeutes, divers prestataires

Les volets du projet

- ❑ **Séances de sensibilisation gratuites**
 - ✓ Aider les parents à aborder la séparation de manière constructive
 - ✓ Animées par des avocats, et des médiateurs ou thérapeutes

- ❑ **Procédure judiciaire adaptée et rapide**
 - ✓ Éviter une surenchère émotionnelle et une escalade du conflit
 - ✓ Développement de formulaires de requête spécifiques

- ❑ **Mesures d'accompagnement**
 - ✓ Complémentaires à la voie judiciaire
 - ✓ Médiation, accompagnement à la coparentalité, aides de type thérapeutique

Si les résultats constatés à l'issue du projet pilote sont positifs, le modèle de consensus parental devrait ensuite être étendu à l'ensemble du canton de Vaud.

Réunion du Tribunal cantonal sur un site unique – Palais de justice de l'Hermitage

Avancement du projet d'extension et de rénovation

- ✓ Démarrage des travaux en février 2022
- ✓ Mise à disposition du bâtiment rénové et de l'extension par phases successives (dès avril 2023)

Pérennité des activités

- ✓ Délocalisation des audiences du Tribunal cantonal dès février 2022 (Valentin 10 à Lausanne, Salle d'audience cantonale à Renens)
- ✓ Réorganisation du Tribunal cantonal et du Secrétariat général de l'ordre judiciaire (déménagements internes et Valentin 10)

Nouveau Palais de justice de l'Hermitage

- ✓ Fin des travaux prévue en 2025

Tribunaux et justices de paix

Deux projets nationaux en cours, avec pour objectifs l'introduction généralisée des dossiers électroniques dans le cadre des affaires judiciaires et l'échange automatique des données entre les autorités de la chaîne pénale

- ❑ **Programme Harmonisation de l'informatique dans la justice pénale (HIJP)**
 - ✓ Initié par la Conférence des directrices et directeurs des départements cantonaux de justice et police (CCDJP)
 - ✓ Participation de toutes les entités concernées du Canton de Vaud : Police cantonale, Ministère public, Ordre judiciaire, Service pénitentiaire
 - ✓ Coordination des projets et initiatives de digitalisation dans le domaine de la justice pénale en Suisse
 - ✓ 2022 : poursuite des ateliers ayant pour but d'identifier, de décrire et de prioriser les échanges entre chaque acteur concerné

5. Projets

Numérisation de la justice vaudoise

❑ **Projet Justitia 4.0**

- ✓ Projet national commun des tribunaux et des autorités de poursuites pénales, piloté par le Tribunal fédéral et la direction du programme HIJP
- ✓ Deux objectifs
 - Portail numérique unique d'accès à la justice suisse (Justitia.Swiss), pour permettre la communication et la consultation électroniques systématiques dans le domaine judiciaire
 - Gestion de dossiers judiciaires sous forme numérique à tous les niveaux des procédures de droit civil, pénal et administratif, du début de la procédure à l'archivage des actes
- ✓ Adoption du projet de loi fédérale sur la plateforme de communication électronique le 15 février 2023
- ✓ Plateforme Justitia.Swiss
 - Adjudications pour le développement et l'exploitation de la plateforme approuvées le 8 juillet 2022
 - Projet en phase de réalisation depuis septembre 2022
- ✓ Application du dossier du juge (ADJ)
 - Étude de faisabilité en cours

SI Justice – Financement des développements

❑ **Étape 1 : financement via EMPD de mars 2014 (CHF 13'008'000.-)**

- ✓ Objectif: moderniser le SI Justice (amélioration de l'environnement de travail des utilisateurs et modernisation du socle informatique)
- ✓ 3 derniers projets en cours: dématérialisation des dossiers de poursuites, gestion de la jurisprudence, projet eGDx

❑ **Étape 2 : financement via un nouvel EMPD (3 crédits, total CHF 12'077'000.-)**

- ✓ Objectifs: poursuivre la modernisation du SI Justice, réaliser des études complémentaires pour la 1^{re} phase de la numérisation de la justice
- ✓ Adopté par le Conseil d'État en novembre 2021
- ✓ Rapport de la Commission du Grand Conseil (CTSI) en mars 2022
- ✓ Accordé par le Grand Conseil le 5 avril 2022

SI Justice – Plateau projet

- Mise en place au 2^e semestre 2022**
- Définition de la gouvernance entre les partenaires**
 - ✓ Ordre judiciaire
 - ✓ Ministère public
 - ✓ Direction générale du numérique et des systèmes d'information (DGNSI)
- Recrutement des ressources humaines**
- Début des travaux au 1^{er} trimestre 2023**

5. Projets

Numérisation de la justice vaudoise

Offices des poursuites et des faillites

- Dématérialisation des dossiers de poursuite** (en cours)
 - ✓ Étape 2 mise en place à l'Office des poursuites du district de la Riviera-Pays-d'Enhaut (office pilote)
 - ✓ Extension aux autres offices (à venir)
- Dématérialisation des dossiers de faillite** (à initier)
 - ✓ Objectifs: conservation probatoire, archivage historique et signature électronique

Office cantonal du registre du commerce

- Dématérialisation des dossiers** (à initier)
 - ✓ Objectifs: conservation probatoire, archivage historique et signature électronique (établissement d'actes authentiques électroniques et légalisation électronique)